



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**N° 25PERPO1L**

---

**Prestation d'entretien des espaces verts de la CCI Pyrénées  
Orientales et de la SCI Maison de la Formation**

---

**Chambre de Commerce et d'Industrie des Pyrénées Orientales**  
Quai De Lattre De Tassigny  
BP 10941  
66020 PERPIGNAN CEDEX

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
Pièces générales: .....	5
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur .....	5
5 - Protection des données à caractère personnel .....	5
6 - Durée et délais d'exécution .....	6
6.1 - Durée du contrat .....	6
6.3 - Reconduction .....	6
7 - Prix .....	6
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
7.2 - Modalités de variation des prix .....	6
8 - Garanties Financières .....	7
9 - Avance .....	7
10 - Modalités de règlement des comptes .....	7
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	7
10.2 - Présentation des demandes de paiement .....	7
10.3 - Délai global de paiement .....	8
10.4 - Paiement des cotraitants .....	8
10.5 - Paiement des sous-traitants .....	8
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	9
12 - Développement durable .....	9
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
13.1 - Vérifications .....	10
13.2 - Décision après vérification .....	10
14 - Pénalités .....	10
14.1 - Pénalités de retard .....	10
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	10
15 - Assurances .....	10
16 - Résiliation du contrat .....	10
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	11
17 - Règlement des litiges et langues .....	11
18 - Clauses complémentaires .....	12
18.1 - Circonstances imprévisibles .....	12
19 - Dérogations .....	12

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des prestations d'entretien des espaces verts de la CCI Pyrénées Orientales et de la SCI Maison de la Formation.

Les prestations à exécuter concernent l'entretien complet des espaces verts et des abords. En annexe du CCTP, le plan de masse dans lequel apparaît l'emplacement des différents espaces à entretenir.

- Les espaces verts regroupent : les pelouses, les arbres et arbustes, les massifs de fleurs, les jardinières, la pergola, et les haies.
- Les abords regroupent : les trottoirs, les caniveaux, les allées piétonnières et les cours ou aires stabilisées ou macadamisées.
- Les prestations d'élagage et d'abattage d'arbres seront occasionnelles

Le contrat s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes avec les organismes suivants : La CCI des Pyrénées-Orientales et la SCI Maison de la formation.

Le coordonnateur du groupement est la CCI Pyrénées-Orientales. Il a en charge la passation, la signature la notification du marché et le suivi d'exécution administratif et juridique. Chaque membre doit suivre l'exécution du contrat.

### Définitions

**Coordonnateur** : le membre du groupement désigné dans l'acte constitutif du groupement de commande pour procéder, dans le respect des règles du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant et à la notification du marché/accord cadre et suivi : avenants, révisions tarifs, dénonciation, litiges.

**Membre du groupement** : le Pouvoir Adjudicateur de chaque CCI adhérente au groupement de commande. Chaque membre du groupement procède à l'exécution du marché/accord cadre par l'émission de bons de commande et procède au règlement des factures.

**Pouvoir Adjudicateur du groupement de commande** : désigne le Pouvoir Adjudicateur du coordonnateur, personne morale de droit public, qui conclut le marché ou accord-cadre avec son titulaire (la CCI PO).

**Candidat** : désigne l'entreprise qui répond au présent dossier de consultation.

**Titulaire** : désigne l'entreprise qui conclut le marché ou accord cadre

### Identification des pouvoirs adjudicateurs, membres du groupement de commande

MEMBRES DU GROUPEMENT	ADRESSE
CCI Pyrénées Orientales	Palais consulaire Quai de Lattre de Tassigny – 66020 Perpignan cédex
SCI Maison de la formation	Palais consulaire Quai de Lattre de Tassigny – 66020 Perpignan cédex

## Lieu(x) d'exécution :

Sites	Adresse d'intervention	Contact CCI
PALAIS CONSULAIRE	Quai de Lattre de Tassigny – BP 10941 – 66020 Perpignan Cédex	Chargé de mission logistique / <a href="mailto:patrimoine@pyrenees-orientales.cci.fr">patrimoine@pyrenees-orientales.cci.fr</a>
PARCELLE DK 0434 – HAUT VERNET	Le Vernet Sud – rue Victor Massé – 66000 Perpignan	
ORLES 1 et 2	Route de Thuir - Orle- BP 90443 66004 Perpignan Cédex	

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

### 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum annuel de 26 500,00 € HT, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins sur la base du bordereau des prix unitaires.

→ Il s'agit d'une estimation, les montants sont donnés à titre indicatif et non contractuels

### 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Chaque membre du groupement notifie ses bons de commande au titulaire, par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer un accusé de réception de la commande, par retour de mail.

Le courriel utilisé pour notifier le bon de commande sera envoyé aux interlocuteurs désignés par le titulaire ou sur la boîte mail générique indiquée par le titulaire

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date mentionnée au bon de commande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### 1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière n°1 (Bordereau des Prix Unitaires)
  - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
  - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
  - Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- les actes spéciaux de sous-traitance (hors marché de fourniture) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Seules les pièces citées ci-dessus ont une valeur contractuelle. Toute disposition insérée par le soumissionnaire lors du dépôt de son offre ou rajoutée par le titulaire dans l'établissement de ses devis, demandes de paiement ou toute autre pièce qui serait contraire aux pièces contractuelles est réputée non écrite.

#### Pièces générales:

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- D'une manière générale, l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des pièces contractuelles ;

Nota : les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes réglementaires pour l'exécution du présent marché.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Interlocuteur unique du titulaire et référents de l'Acheteur

Le titulaire désigne un interlocuteur unique pour le suivi de l'exécution des prestations. En cas de changement, le titulaire informe l'Acheteur à l'avance des coordonnées et des fonctions du nouvel interlocuteur.

L'Acheteur désigne un ou plusieurs référents techniques chargés de faire le lien avec l'interlocuteur unique.

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

### **5.1- Données à caractère personnel :**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

A l'instar de la loi informatique et liberté, le RGPD précise que le sous-traitant intervenant à tout niveau dans le traitement de données à caractères personnelles celui-ci doit présenter les garanties suffisantes concernant les exigences du RGPD. L'article 28.3 du RGPD précise les contours et en fixe les exigences formelles les plus importantes. Le titulaire fournira un recensement précis des documents de collecte d'informations qu'il réalise ainsi que le registre des dits traitements. Il sera signé un contrat spécifique au RGPD avec le titulaire.

### **5.2 Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat

## **6 - Durée et délais d'exécution**

### **6.1 - Durée du contrat**

L'accord cadre est conclu pour une durée de 12 mois.

**L'accord cadre prendra effet à compter du 10/04/2025.**

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

### **6.3 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée du contrat est de 48 mois maximum.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **7 - Prix**

### **7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement et son annexe financière n°1 (Bordereau de Prix Unitaires).

Les prix sont fermes pour la 1ère année du contrat.

### **7.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n-0) / EV4 (0))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE, afin d'assurer la concordance des indices, est utilisée sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant. Lorsqu'aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté de commun accord entre le titulaire et l'acheteur. L'acheteur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l'indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant et sans préjudice des dispositions relatives à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus par le présent document.

## **8 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **9 - Avance**

Aucune avance ne sera versée. Sauf conditions prévues à l'article R2193-3 du Code de la commande publique.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **10 - Modalités de règlement des comptes**

### **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément bordereau des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants)
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le relevé des pointages horaires validant la prestation
- Le PV de contrôle contradictoire (selon la fréquence contractuelle)
- le nom ou la raison sociale du créancier ;

- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

**Informations à utiliser pour la facturation électronique :**

Sites	Adresse d'intervention	Destinataire de la facture	Identifiant de la structure (SIRET) pour facturation envoi Mail ou Courrier
PALAIS CONSULAIRE	Quai de Lattre de Tassigny – BP 10941 66020 Perpignan Cédex	CCI Pyrénées-Orientales	18660002900018
PARCELLE DK 0434 – HAUT VERNET	Le Vernet Sud – rue Victor Massé – 66000 Perpignan	CCI Pyrénées-Orientales	
ORLES 1 et 2	Route de Thuir - Orle- BP 90443 66004 Perpignan Cédex	SCI Maison de la formation	<b>Par courrier:</b> SCI Maison de la formation - Quai de Lattre de Tassigny – BP 10941 66020 Perpignan Cédex

### 10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement et après vérification du service fait sous réserve des conditions suivantes :

- les prestations sont conformes en tous points aux engagements
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la demande de paiement

Si la demande de paiement n'est pas conforme au contrat, la CCI pourra suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

### 10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.



## 11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

### Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

### Conditions de livraison :

Le prestataire prévoit le personnel qualifié, le matériel et toutes les fournitures nécessaires au bon déroulement des prestations du présent marché. Le personnel du prestataire doit être en possession des certificats d'habilitations nécessaires (permis de conduire, CACES ...) et de tous autres documents conformes à la législation en vigueur au moment des travaux. Le prestataire fournit l'ensemble de ces documents au Maître d'ouvrage dans les quinze jours suivant la notification du marché ou au plus tard au démarrage des travaux. Les produits et matériels employés sont conformes aux règles d'hygiène et de sécurité et adaptés aux besoins locaux. Chaque intervention se fait à une heure raisonnable de la journée de 8H30 à 16H30. Dans la mesure du possible, des matériels électroportatifs peu bruyants seront utilisés. Le prestataire est tenu de réaliser un travail soigné et fini à chaque intervention, dans le respect des équipements, des sols ainsi que des végétaux. Toute prestation qui n'est pas conforme aux règles de qualité spécifiées est purement refusée et le prestataire mis en demeure de refaire sa prestation. Protections individuelles Le port des équipements de protections individuelles est obligatoire pour tout le personnel circulant dans l'emprise du chantier. Le Maître d'ouvrage exclura du chantier tout agent refusant ces obligations.

## 12 - Développement durable

Conformément à l'article 16 du CCAG -FCS sont intégrées au présent marché des clauses d'insertion sociale et d'impact environnemental.

### **12.1 - Clause environnementale :**

Le titulaire tout en se conformant aux exigences décrites, dans les documents de la consultation, prend les initiatives nécessaires pour œuvrer en faveur du respect de l'environnement.

Il indique les modalités mises en œuvre visant à réduire les impacts environnementaux **liés aux prestations d'entretien des espaces verts** décrite dans son offre tels que :

maîtriser les déplacements, économiser de ressources et réduire des déchets, préserver la Biodiversité

## 13 - Constatation de l'exécution des prestations

### 13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Les vérifications seront effectuées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

### 13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution défini par les pièces du marché ou par le bon de commande est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard jusqu'à la date effective d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

### 14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Résiliation du contrat

### 16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **17 - Règlement des litiges et langues**

### Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé à l'acheteur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

### Règlement juridictionnel des différends

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire le Tribunal Administratif de Montpellier.

Tribunal Administratif de Montpellier  
6 rue Pitot  
34000 Montpellier  
Tel : 04 67 54 81 00  
courriel : [greffe.ta-montpellier@juradm.fr](mailto:greffe.ta-montpellier@juradm.fr)

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18 - Clauses complémentaires

### 18.1 - Circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG.

## 19 - Dérogations

- L'article 5 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

**Signature du Candidat**